



Luttes urbaines

Sur le terrain des luttes



Dans un monde qui brûle de toutes parts, nos étudiantes et étudiants ont été invités à se pencher sur la thématique des «luttes urbaines». Où sont les lignes de fronts, aujourd'hui, dans nos villes? Quels combats y sont menés? Ce sujet sentait le souffre, les barricades, les pneus en flammes. Mais les jeunes photographes, journalistes, auteurs et autrices qui sont publiés dans ces pages ont plutôt choisi d'aller sur des terrains de lutte moins évidents, moins enflammés, plus symboliques parfois. Vous entendrez ici peu de cris, vous verrez peu de poings levés. Les luttes urbaines, à leurs yeux, se déroulent jour après jour, dans une occupation de l'espace, physique ou virtuel, dans l'ombre des bureaux, des salles d'audience ou des salons de massages.

Les pérégrinations de ces étudiantes et étudiants les ont menés aux quatre coins de Bruxelles, et au-delà. A Laeken, un collectif s'est installé dans une «zone à défendre» pour protéger un espace vert; à Woluwé, un groupe sème de la vie et des liens autour d'un bâtiment occupé; dans le quartier Stalingrad, au centre-ville, un vidéaste porte la voix des commerçants bousculés par les pelleteuses du chantier du métro; tandis qu'à Schaerbeek, une colonie de rats installée sous un rosier trouve enfin quelques personnes qui lui reconnaisse des vertus. Dans les CPAS de toute la Région, des employés se battent contre la montre pour trouver des solutions pour les personnes expulsées, aux côtés d'associations; à Anderlecht, une travailleuse du sexe s'organise pour vivre fièrement ses choix; des personnes à mobilité réduite revendiquent un accès pour une pleine participation à la ville et à la vie. Près du Palais royal, la présence d'un chalet norvégien marqué d'une étoile nous rappelle la violence symbolique des marques coloniales dans l'espace public; et sur les murs et poteaux, les stickers antifascistes témoignent d'une lutte contre l'extrême droite. Une jeune «artiviste» de Braine-l'Alleud utilise l'art pour sensibiliser, par tous les moyens possibles, aux urgences sociales et environnementales. Et sur les pistes cyclables de toutes les communes bruxelloises, les deux-roues gagnent du terrain, non sans friction avec les «quatre-roues».

Ce mook est le fruit de plusieurs mois de travail, réalisé au cours de l'année académique 2024-2025 par des étudiants de master 2, en journalisme et en langues et littératures françaises et romanes (finalité «écritures et littératures»). L'atelier de photographie était encadré par Gaël Turine, les ateliers «portraits» et journalisme narratif par Céline Gautier (Médor).

Félicitations à Élise Allaire, Simon Cozza, Léah Goldenberg, Sarah Gomet, Clara Hillewaert, Lilo Joris, Jérôme Lampe, Elisa Saliez, Amina Sidi Yekhléf, Sara Sulas et Alexia Thibeau.

Sommaire



p.4

Ces chers petits rats

Clara Hillewaert



p.8

Un petit coin de verdure au cœur de la jungle urbaine

Jérôme Lampe



p.14

« La patrie se souvient » : Symboles d'une violence invisible

Lilo Joris



p.18

Accéder à la ville, c'est pouvoir y participer

Sarah Gomet



p.24

Deux roues en moins

Simon Cozza



p.28

Rockin' Squat : Au-delà des clichés

Élise Allaire

Bruxelles vue d'en bas

Alexia Thibeau



p.34

Défasciser Bruxelles

Amina Sidi Yekhllef



p.38

Aux côtés des expulsés

Léah Goldenberg



p.44

Mon corps e(s)t ma voix

Sara Sulas



p.48

L'art pour éveiller les consciences

Elisa Saliez



p.54

Biographies

p.58



Ces chers petits rats

Portrait d'une espèce mal-aimée

Non, les rats n'apportent pas la peste, ils n'attaquent pas les bébés et ne sont pas en train de nous envahir. Ceux et celles qui s'y intéressent semblent plutôt leur trouver une utilité. Et à Bruxelles, si on entend encore beaucoup parler de dératisation, on trouve aussi quelques personnes décidées à rendre cette cohabitation plus harmonieuse.

Par Clara Hillewaert

Il a une queue en ver de terre et des moustaches qui frétilent aux alentours des poubelles. Ses yeux brillent comme l'onyx, ses dents sont aussi dures que l'acier, et il ronge à n'en plus finir. Il faut dire aussi que ses incisives poussent de 14 cm par an et qu'il ne peut pas vraiment faire autrement. Pour l'heure, c'est pour manger qu'il est sorti. Il y a là sous le banc un emballage de sandwich et il jurerait à l'odeur qu'il y reste plus que des miettes. Il risque donc le bout de son museau sur le chemin, et fonce vers sa trouvaille qu'il emporte sous le buisson. Plus loin, bavardent deux habitants du quartier qui, comme beaucoup d'autres, ne s'habituent pas à croiser ce qu'ils estiment

être des nuisibles:

- Tu l'as vu?
- Qui?
- Le rat qui vient de passer.
- Encore! Y en a plein par ici, il faut faire quelque chose!

Ils ont déjà fait quelque chose. La veille, la commune est venue éparpiller tout un tas de petits blocs roses. Notre rat s'est régalez. Il espère qu'il en reste, pour après le sandwich, même si, bizarrement, aujourd'hui, il se sent moins dans son assiette. Il va peut-être plutôt rentrer dans son terrier et retrouver sa colonie qui vit juste sous le rosier.

Nous sommes ici à Schaerbeek, aux alentours du parc Josaphat. Mais nous pourrions être n'importe où dans la capitale: là où il y a des humains, il y a aussi des rats. Le vidéaste Thomas Jean, auteur de la chaîne de vidéos La minute sauvage, raconte que c'est devant la Bourse qu'il a pu observer la plus grande concentration de rats. Car le rat, *rattus norvegicus* pour les scientifiques, ou encore rat brun, surmulot, rat des villes ou rat d'égout, est une espèce liminaire, c'est-à-dire qu'elle vit à proximité des êtres humains, sans être ni domestique, ni sauvage.

Nous leur offrons en quelque sorte le gîte et le couvert. Les rats se trouvent très bien dans n'importe quel petit coin offrant un peu de verdure et une proximité immédiate avec une source de nourriture. Ils ne s'aventurent jamais à plus de 100 mètres de leur nid, mais à Bruxelles, il n'est pas nécessaire de faire plus pour tomber sur quelque chose à se mettre sous la dent.

D'après Bruxelles Environnement, un Bruxellois moyen génère 263 kg de déchets par an. Tous ces déchets passent par la rue, et les rats n'ont plus qu'à se servir pour en manger 8 à 9 kilos par an et par individu. Ils peuvent aussi largement profiter du pain ou des graines que les habitants distribuent aux pigeons et aux canards, malgré les interdictions de la ville et le risque d'amendes. Le rat a donc toute sa place dans l'écosystème urbain: en plus de nous débarrasser d'environ un tiers des déchets organiques produits en un an à Bruxelles, ils aident les égoutiers dans le curage des égouts. Ils sont aussi pour eux d'excellents indicateurs, puisque leur fuite subite indique une crue imminente et l'urgence de remonter à la surface.

Colonies inconnues

Les rats s'observent un peu partout dans la ville, il suffit d'y prêter attention aux abords des plates-bandes. Ils vivent auprès de nous en colonie de 20 à 100 individus. Mais on les retrouve aussi dans les kilomètres d'égouts qui coulent sous nos pieds: l'abri qu'ils offrent,

ainsi que tous les restes alimentaires qui s'y trouvent, en font un lieu de prédilection pour eux. C'est du moins ce qu'on peut supposer, car, curieusement, les rares chercheurs et chercheuses qui s'intéressent aux rats n'étudient pas les populations des égouts. Il est donc impossible de savoir combien ils sont, s'ils y vivent réellement ou ne font qu'y passer, ou encore si les colonies de la surface et celles des profondeurs se mélangent. On n'en sait d'ailleurs pas vraiment beaucoup plus sur les rats qui vivent en surface, si ce n'est que les populations des différentes colonies ne se mélangent pas.

Quant à leur nombre, il est impossible à évaluer sérieusement. Aude Hendrick et Sophie Vanderschueren, les commissaires de l'exposition Rattus qui s'est récemment tenue au Musée des Égouts, se plaignent des journaux qui crient à l'invasion en avançant des chiffres fantaisistes. Ces deux spécialistes du rat bruxellois expliquent que ceux-ci sont répartis de façon très

**Les rats nous
débarrassent
d'environ un
tiers des déchets
organiques
produits en un an
à Bruxelles.**

hétérogène. Ce n'est pas parce qu'il semble y en avoir beaucoup à un endroit que leur nombre peut être extrapolé à tout le quartier, encore moins à l'ensemble de la ville.

Et pourtant, victime de ces données inventées, notre rat de sous le rosier, celui qui tout à l'heure s'est régalez de sandwich, est retourné dans son terrier aux galeries complexes.

Comme les rats sont doués de contagion émotionnelle, ses congénères ne sont pas longs à comprendre que quelque chose ne va pas. L'inquiétude gagne le nid, d'autant plus qu'ils sont plusieurs à commencer à présenter d'inquiétants symptômes. Presque toute la colonie a pu goûter à ces petits poisons roses qui ont pour nom rodenticide et qui les tuera probablement tous d'ici quelques jours. Habilement, les humains ont fabriqué ces anticoagulants à retardement pour être bien sûrs que les rats ne fassent pas le lien entre la mort des individus et le fait d'en avoir mangé. Il leur faut 3 à 10 jours pour mourir lentement d'hémorragie.

Rat ou écureuil

Mais pourquoi cette rage meurtrière s'acharne-t-elle sur le rat? Une des raisons qui explique qu'on ne laisse pas ces petits rongeurs en paix, c'est que sa présence dérange. Le rat dégoute. En fait, c'est surtout sa queue qui ne laisse pas indifférent. Un dispositif installé au Musée des Égouts a permis

a aussi eu la malchance d'être associé aux épisodes de peste qui ont ravagé l'Europe. Pourtant, ce n'était pas lui le responsable de cette propagation, mais bien la puce qui nichait dans ses poils. Premières victimes de la peste, les rats mourraient en nombre, obligeant les puces à se trouver de nouveaux hôtes: les humains. Enfin, victime d'une autre association, le rat est devenu au fil du temps le symbole d'une ville sale, puisque là où nous abandonnons nos déchets, il peut proliférer à sa guise. Le fait aussi qu'il doive sans cesse ronger en a fait un animal à la capacité destructrice hors norme: plomb, béton, plastique, tissus ou papier, aucun de ces matériaux ne lui résistent. À toutes ces raisons, s'ajoute celle, plus inquiétante, des maladies qu'il peut bel et bien transmettre. Car il y en a, et elles sont une bonne raison de ne pas laisser une colonie de rats s'installer chez soi.

La leptospirose est la principale maladie transmise par le rat. Il suffit, pour l'attraper, d'entrer en contact avec des déjections de rats infectés, ce qui peut se faire notamment par l'eau. Les égoutiers étaient les plus touchés, mais leur équipement actuel suffit à bien les protéger. D'après Sciensano, la Belgique enregistre encore une trentaine de cas de leptospirose par an, mais souvent, la maladie a été contractée lors d'un «voyage aventureux» à l'étranger, ou encore lors d'épisodes d'inondation. Ce qui fait finalement du rat un compagnon bien moins dangereux qu'un chien, puisqu'une enquête menée il y a plusieurs années par un professeur de la KUL rapportait que ceux-ci étaient responsables d'environ 35 000 morsures par an.

Pourtant, c'est contre les rats seulement que sont organisées deux fois par an dans les égouts, des campagnes de dératisation. Et cela, sans aucune étude préalable sur le nombre de rats qui y sont réellement présents, ni aucun contrôle de l'état des colonies après l'opération. C'est ce que regrettent Aude Hendrick et Sophie Vanderschueren qui voudraient que soient aussi étudiés les effets des crues régulières que connaissent les égouts et qui, peut-être, seraient déjà suffisantes

pour réguler les populations. Ce sont d'ailleurs ces crues qui font parfois remonter les rats à la surface, ainsi que les travaux ou les grèves des éboueurs. C'est pour ces raisons que l'on voit parfois plus de rats d'un coup, et non pas parce qu'ils seraient en train de se démultiplier plus que de coutume.

Citoyens dégoutés

Mais quand on voit un rat on se méfie, on panique. Les communes sont averties par des citoyens dégoutés, et doivent alors réagir rapidement. Bien souvent, la réponse apportée est celle de la dératisation par rodenticides, bien que ces poisons soient interdits en Région bruxelloise.

Les spécialistes qui s'intéressent à la question ne sont vraiment pas convaincus de l'efficacité de cette solution puisqu'il s'agit de tuer en masse, et de façon cruelle, un grand nombre de rats à un endroit précis, alors que d'autres se reproduisent ailleurs et que rien n'est fait pour empêcher leur prolifération. Le vidéaste Thomas Jean, pour qui ces campagnes sont d'une absurdité sans nom, explique comment on pourrait naturellement limiter les populations des rats en commençant par repenser notre gestion des déchets, leur première source de ravitaillement. Il va plus loin en dénonçant la surconsommation présente partout en Europe, qui entraîne d'immenses gaspillages, dont, forcément, profitent encore les rats. Pour lui, il faudrait aussi revoir l'aménagement du territoire, et inclure plus d'espaces verts dans les villes, puisque c'est là où la concentration d'humains est la plus forte que celle des rats l'est aussi.

Sophie Vanderschueren et Aude Hendrick vont dans le même sens en insistant sur l'importance de commencer par sensibiliser les citoyens, raison pour laquelle elles sont à l'origine d'événements comme l'exposition *Rattus*, à laquelle Thomas Jean a participé en tant que photographe. Tous trois dénoncent aussi les impacts environnementaux des rodenticides, qui, hélas, ne tuent pas que les rats. Une étude allemande publiée dans «Environmental

Science and Pollution Research», montre que plus de 90% des poissons de rivière portent dans leur chair des traces de ces anticoagulants, et qu'on en retrouve encore dans d'autres animaux, comme la loutre, qui est une espèce protégée.

Bien sûr, il existe d'autres méthodes pour tuer les rats: pièges à colle, à tapette, par noyade, électrocution ou encore assommoir, chacune étant plus ou moins cruelle, plus ou moins rapide, plus ou moins polluante. Mais il existe surtout une autre façon de voir les choses. Certains défendent l'idée qu'il est possible d'envisager une cohabitation plus harmonieuse avec la faune sauvage, non seulement avec les rats, mais aussi, pour la ville, avec les renards ou même les sangliers qui commencent à se faire voir dans Bruxelles.

L'intérêt pour la faune urbaine est peu à peu en train de grandir. On le voit avec des projets comme celui de Thomas Jean qui, très jeune, s'est avisé qu'il n'avait pas besoin de partir dans la savane africaine pour explorer le monde sauvage puisque la ville autour de nous regorge déjà de vie.

La colonie du rat de sous le rosier de Schaerbeek est à l'agonie. Elle ne participera plus à cette grande activité urbaine. Mais de l'autre côté de la rue, au pied d'un églantier, une ratte donne naissance à huit petits ratons, sa troisième portée de l'année. Les habitants alentour auront-ils la présence d'esprit de boucher les trous par lesquels les rats peuvent se glisser? Bien souvent, en effet, cela suffit à les empêcher d'entrer. Si en plus ils arrêtaient de nourrir chats et pigeons dans la rue, et que les poubelles étaient hermétiques, qui sait si ça ne suffirait pas pour réduire naturellement les populations de rongeurs? La cohabitation pourrait alors s'envisager de façon beaucoup plus apaisée, et les humains, comme les rats, dépendraient l'un de l'autre en toute quiétude.



Il y a finalement peu de différences entre un rat et un écureuil, hormis cette queue nue et écaillée.

de montrer qu'il y avait finalement peu de différences entre un rat et un écureuil, hormis cette queue nue et écaillée qui à elle seule joue un rôle important sur la façon dont on perçoit ces deux petits rongeurs.

Mais le rat, en plus de dégouter physiquement,



Une ZAD dans Bruxelles

Un petit coin de verdure au cœur de la jungle urbaine

Par Jérôme Lampe

Situé dans la commune de Laeken, le Donderberg est l'un des derniers espaces verts encore sauvage de Bruxelles. Mais il attire bien des convoitises. De nombreux projets ont vu le jour pour transformer ce petit terrain, mais c'était sans compter sur la détermination du collectif Donderberg Sauvage qui occupe le lieu afin de le préserver.

Perdue au milieu de la rue des Horticulteurs, une petite ruelle s'infiltre entre deux maisons. Au fond, se dresse un grand portail qui cache une tranchée, enjambée par un petit pont-levis de fortune. Des panneaux «No photos» ainsi qu'une banderole «ZAD partout» annoncent la couleur. En poussant les portes de cet endroit pour la première fois, je fais la rencontre de «Vinyle». Il m'explique que le collectif Donderberg Sauvage, dont il fait partie, occupe les lieux depuis le 11 octobre 2024. Un projet communal ambitionne de raser cet espace vert et d'y construire une école. Mais même après toutes les actions et les recours contre ce projet, la commune continue ses démarches. C'est à ce moment-là que le collectif a décidé de s'installer et de faire du Donderberg une Zone à Défendre (ZAD).

En y retournant, je fais la connaissance de différents occupants. Par souci d'anonymat, ils utilisent des noms de code comme «Vinyle», «Plouf», «Tommy» et «Po», un jeune Limbourgeois ayant rallié la cause «pour le "lifestyle"» et qui «rêve d'avoir un jour une petite propriété avec de la nature comme ici».

Résistance pacifique

Depuis maintenant cinq mois, les différents membres du Donderberg Sauvage passent la

plupart de leur temps sur place: ils y vivent, y mangent, y dorment. Leur lutte, non-violente, n'en est pas moins symbolique. Pour eux, occuper les lieux jours et nuits, c'est un moyen de résister pacifiquement et efficacement, afin de montrer aux politiques leur détermination à protéger l'un des derniers espaces sauvages de Bruxelles.

Bien conscients que leur lutte allait s'étaler dans le temps, les différents «zadistes» (habitants de la ZAD) ont fait sortir de terre de multiples petits lieux de vie: trois cabanes dans les arbres, une cabane centrale qui fait office de pièce de vie et de dortoir, une cuisine «équipée», des toilettes et même un pont-levis artisanal qui leur permet de sécuriser l'endroit une fois la nuit tombée ou lorsque personne n'est sur place.

Au moment où j'écris ces lignes, les différents projets de construction du Donderberg sont au point mort, mais le collectif continue sa lutte. «L'échevine est passée pour discuter de l'avenir du Donderberg, mais rien n'est encore sûr, c'est un long processus», me confie Po. En attendant, le collectif Donderberg Sauvage continuera sa lutte, jusqu'au jour où le seul projet sera de laisser le Donderberg intact.







« La patrie se souvient »

Symboles d'une violence invisib{is}{is}{e}

10 rue de Brederode, le « chalet norvégien ». Sur Google Maps, toute la rue est floutée; une question de sécurité liée à la proximité du Palais Royal. Ce bâtiment abritait les bureaux de l'administration de l'État indépendant du Congo. Aujourd'hui, les traces de son passé y sont presque complètement effacées.

Par Lilo Joris

7 juin 2020. C'est un dimanche, il fait gris. Lendemain de soirée, à peine quelques heures de sommeil, le réveil est rude. Mais on s'était promis-es d'aller en manif, peu importe notre état ou nos angoisses, pour montrer notre soutien. Il doit être 15h quand on arrive finalement à Poelaert. Certain-es ont déjà, de retour, une bière à la main. «Black Lives Matter!» Je n'ai pas réussi à le crier avec le reste de la foule.

Le chalet des aliénations

Sur la gauche de la place du Trône, se trouve une petite rue pavée bien entretenue, propre, calme. La rue Brederode. Elle nous amène à la réelle entrée du Palais Royal, en face de la

Fondation Roi Baudouin et à côté des bureaux de la Donation Royale. Un peu plus bas, au numéro 10, dans un petit renforcement de la rue qui fait aussi office de place publique – on peut s'imaginer les employé-es du quartier venir y manger leur repas de midi les jours ensoleillés – se situe le « chalet norvégien ». Chalet commandé à l'architecte norvégien Finn Knudsen par Léopold II au début du XX^e siècle, après une visite de l'Exposition universelle de Paris de 1889.

La construction tape un peu à l'œil par son architecture d'inspiration nordique, légèrement décalée face au reste de la rue au style plutôt néoclassique, mais ce sans faire tache non plus. Si l'édifice se trouvait

en montagne, il aurait pu passer pour un gîte de vacances; les premiers mètres construits en briques grises asymétriques, le haut du bâtiment en lattes de bois noires verticales, le toit en tuiles noires, la cheminée en briques. En plein centre historique royal {colonial} de Bruxelles, sa fonction n'est pas aussi claire. Il n'y a pas beaucoup d'indices quant à l'utilisation du bâtiment. Sur la boîte aux lettres, une petite plaque «propriété privée», mais pas de nom. Étrange. Le seul signe tangible: une étoile à cinq branches sur la façade en bois, la même qu'on retrouvait sur le drapeau de l'État Indépendant du Congo, et qui se trouve toujours sur celui de la République Démocratique du Congo.

Aux Archives de Bruxelles, ce n'est pas bien mieux. Le dossier d'urbanisme du 10 rue Brederode est assez léger. Tous les documents datent de 1905: trois plans pour la «construction de bâtiments de bureaux pour l'État Indépendant du Congo» détaillant façade, structure et intérieur d'une construction en «L» (deux étages d'une surface de plus ou moins 200m² chacun), quelques lettres d'échanges avec l'administration communale autour de l'autorisation de bâtir et l'autorisation de bâtir même. À l'époque, la construction avait été érigée dans les jardins du Palais Royal avant de s'en voir séparée et de se faire relier à la rue Brederode.

Les informations ne sont pas beaucoup plus accessibles en ligne. Sur Google Maps, l'immeuble est répertorié au nom de Hermès Benelux Nordics et n'a qu'une seule review d'une seule étoile. Ironique. Il y a quelques articles retraçant le contexte historique du bâtiment et spécifiant qu'il est en effet loué à Hermès depuis 2017 par la Donation royale. Sur le site de la Donation, par contre, aucune mention du chalet.

Œillères spatiotemporelles

Vers la fin de la manifestation du 7 juin 2020, la statue de Léopold II de la place du Trône

se fait «vandaliser»¹ pour la énième fois par un groupe de manifestant-es. Les tags «This man killed 15M people», «Assassin» ou encore «Pardon» s'ajoutent à l'inscription originale du monument: «Patria Memor» («La patrie se souvient»). Ironique aussi. La statue équestre de Léopold II est une des traces coloniales les plus contestées et visibles du paysage urbain bruxellois, tout comme l'était le buste du général Émile Storms sur le square de Meeûs, avant qu'il ne soit retiré en juin 2022. Le bourgmestre d'Ixelles, Christos Doukeridis, qui avait supervisé le déboulonnage du buste déclarait alors à la RTBF: «Ici, on retire le buste d'une personnalité sulfureuse qui n'est connue que parce qu'elle a été particulièrement barbare, qui a coupé des têtes. Elle n'a plus sa place sur le piédestal sur lequel elle avait été mise». Effectivement, sous la direction de Léopold II, le général Storms s'était rendu au Sud-Est du Congo pour un voyage déguisé en mission «civilisatrice» et y avait assassiné une soixantaine de personnes, dont le chef des Tabwa, Lusinga Iwa Ng'ombe, qu'il a remplacé par un de ses propres alliés, installant ainsi un contrôle colonial dans la région.

La statue équestre de Léopold II est l'une des traces coloniales les plus contestées et visibles du paysage urbain bruxellois.

Après presque deux ans de recherches effectuées par un groupe de travail d'une vingtaine de personnes issues de milieux associatifs, militants, académiques et institutionnels différents, le rapport «Vers la

¹ Terme souvent utilisé dans le débat public, politique et législatif et remis en question dans le rapport d'urban.brussels sur la décolonisation (p. 11).

décolonisation de l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale» est émis par urban. brussels en février 2022. Dans ce rapport de 256 pages, le patrimoine colonial bruxellois est étudié à travers le contexte postcolonial actuel et en tenant compte de la complexité urbanistique des espaces et monuments remis en question. Il propose plusieurs solutions concrètes en fonction des spécificités constatées – solutions qui seront d'ailleurs en partie reprises dans le Plan d'action validé par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en mai 2023.

Le rapport avait, par exemple, conseillé une destruction ou un déboulonnage du buste du général Storms (en raison de caractère particulièrement violent et du fait que la présence du monument n'était pas nécessaire pour traiter de la problématique de la violence coloniale) et de remplacer la statue par celle d'un·e Ixellois·e d'origine africaine subsaharienne, ou au moins par un monument pensé par un·e artiste congolais·e dans le but d'y créer une sorte de panthéon. Le groupe de travail a été plus nuancé concernant la statue équestre de Léopold II, appuyant sur le fait que la statue n'avait, elle non plus, plus sa place dans l'espace public, mais qu'il était important d'ancrer cette réflexion dans des dialogues sociétaux accompagnés d'interventions urbanistiques éphémères visant à remettre le monument en contexte.

À la suite de cette phase de dialogue qui se déroulerait sur plusieurs années, le groupe de travail propose déjà deux pistes décisionnelles qui restructureraient les narratifs. La première était de faire fondre la statue pour en faire un monument commémoratif en l'honneur des victimes de la colonisation sur la place du Trône – piste qui permettrait de visibiliser les violences de la période coloniale sous Léopold II sur les populations congolaises, tout en tenant compte des enjeux encore actuels liés à l'extraction de matériaux sur les «anciens» territoires coloniaux. Une deuxième piste serait de déplacer la statue dans un dépôt pour monuments coloniaux

et de créer un aménagement sur la place afin de s'assurer de ne pas effacer la mémoire coloniale mais de la nuancer et de la remettre en contexte.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse d'une modification de statue ou de son déplacement, le rapport d'urban est clair sur l'importance de garder trace des débats qui ont régi les prises de décision, appuyant sur l'importance des cérémonies et de l'inclusion des acteur·ices et organisations ayant été impliquées dans ces processus de changement – question de ne pas répéter les schémas amnésiques qui nous ont amenés ici.

Amnésie délibérée

Le chalet norvégien, lui, n'est que brièvement mentionné dans le rapport. Il fait partie d'un vaste patrimoine qui ne présente aucun lien visible avec son passé. Un des enjeux centraux du rapport est d'expliquer l'importance du manque de contextualisation des traces coloniales et d'y trouver des solutions durables et inclusives, avant tout pour les traces évidentes, mais sans oublier non plus cette partie du patrimoine colonial – sans mauvais jeu de mots – oubliée.

Pour une majorité des traces coloniales, le manque de contexte historique permet d'avancer une narration dominante ancrée dans la normalisation de la violence et étroitement liée à la fabrication de l'identité belge – la statue de Léopold II en étant l'exemple parfait. Le rapport dit à ce sujet: «*Cette amnésie délibérée des faits historiques s'inscrit dans un contexte de patriotisme durant l'entre-deux-guerres [...]. La propagande nationale-coloniale a créé le mythe d'un Léopold II visionnaire et auteur magnanime d'une œuvre civilisatrice dans le gigantesque Congo [...]. Cette légende ne correspond pas à la réalité.*»

En plus de participer à cette création identitaire patriotique et «nostalgique» de la «Belle Époque», le fait qu'une partie du patrimoine colonial reste invisible à l'œil nu – et donc, au fil du temps, se voit effacée de

nos mémoires – ne permet pas de montrer la réelle ampleur de la période coloniale belge et des répercussions qu'elle a eues sur les richesses du pays – et par conséquent sur l'économie des pays colonisés. Ce manque de contexte, cette normalisation d'un récit de violence, empêche une reconstruction de l'identité belge. Le cadre légal en est complice: en théorie, la conservation du patrimoine est là pour se battre contre l'oubli mais, dans cette bataille, elle a l'air de ne pas tenir compte de ce qu'elle laisse à retenir.

Lire la page, avant de la tourner

En mars 2024, The Grand Opening se déploie au Monument aux pionniers du Congo au parc du Cinquantenaire. L'installation du bureau d'architecture Traumnovelle est composée d'un long drapeau argenté suspendu à une structure d'échafaudages, recréant une scène d'inauguration qui vient questionner la place de l'institution et comment celle-ci espère «remplir l'amnésie». Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental. Comme le dit Johnny Leya, membre-fondateur de Traumnovelle, le fait d'aller jouer avec les codes narratifs urbains permet d'«optimiser le réel, de l'amener ailleurs ou révéler ce qu'il dit» mais aussi de venir poser la question «*Et après?*» très frontalement, «*parce que maintenant qu'on va enlever nos rideaux, vous allez faire quoi?*».

Johnny élargit d'ailleurs cette question de l'amnésie et des outils déployés à un contexte postcolonial plus global. «*On est en train d'assister à la Palestine, au Liban,... à un truc d'une violence totale, où on est aussi en train de mettre en place un processus d'amnésie totale. Et en même temps, je ne sais plus qui avait sorti cette phrase que je trouve absolument fabuleuse: "Before you turn the page, you need to read it".*»

Tout de même, Apolline Vranken (L'architecture qui dégenre) nous met en garde: «*le symbolique a aussi ses limites*». Les symboles et leur médiation permettent sûrement une restructuration de nos narratifs, mais ce travail se doit d'être accompagné de manière transversale afin de produire des résultats. Ce n'est pas pour rien que les membres du collectif de Brussels4Palestine crient «Donnez votre argent!» lors de leurs prises de paroles. Que ce soit pour des actions militantes et associatives ou pour venir en aide directe à certains groupes, les enjeux monétaires sont centraux. Et j'aimerais pouvoir dire que je donne régulièrement, mais dieu sait que ce n'est que rarement.



« On est en train d'assister en Palestine, au Liban,... à un truc d'une violence totale, où on est aussi en train de mettre en place un processus d'amnésie totale. »

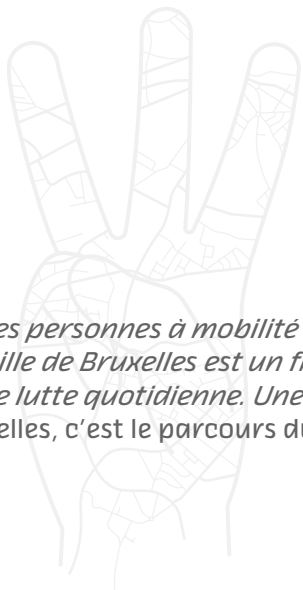
Johnny Leya, Traumnovelle



PMR à Bruxelles

Accéder à la ville, c'est pouvoir y participer

Par Sarah Gomet



Pour les personnes à mobilité réduite (PMR), le manque d'accessibilité de la ville de Bruxelles est un frein à leur participation. Se déplacer est une lutte quotidienne. Une phrase revient régulièrement : « Bruxelles, c'est le parcours du combattant ».

PMR, nous le serons probablement tous un jour. Cela englobe toutes les formes de mobilité réduite, qu'elles soient temporaires ou permanentes, comme une grossesse, le vieillissement ou une blessure. À travers ces quelques photos, j'ai souhaité montrer les défis rencontrés au quotidien dans ces situations.

La ville a été conçue pour les personnes valides. Celles-ci n'ont pas la nécessité de se poser la question de l'accessibilité. Pourtant, l'aménagement urbain renforce le sentiment d'invisibilisation des personnes en situation de handicap. Chaque obstacle, chaque infrastructure non adaptée limite leur autonomie au quotidien et les exclut. « Nous, les PMR, on ne nous voit pas, on ne nous entend pas. Et on ne peut même pas manifester », exprime Anne Delvaux, en fauteuil depuis ses 18 ans.

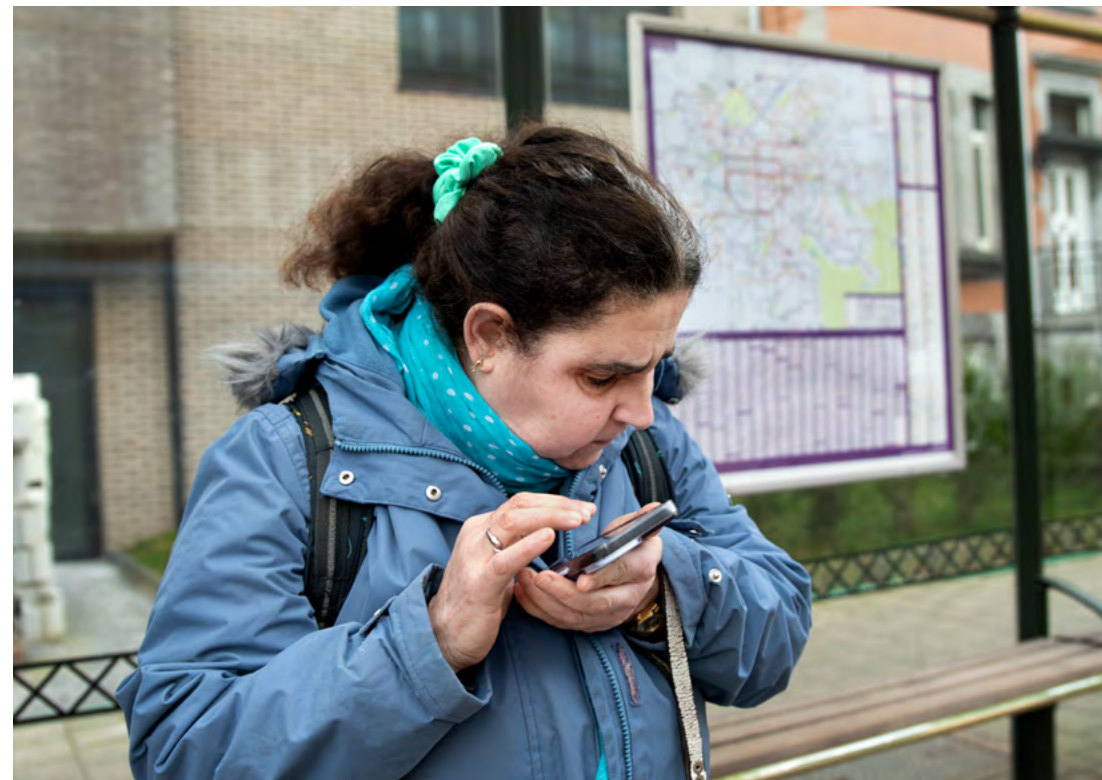
À Bruxelles, les normes d'accessibilité concernent uniquement les nouvelles constructions et les rénovations soumises à un permis d'urbanisme, ce qui laisse encore de nombreux lieux publics inaccessibles aux PMR. Par ailleurs, certaines situations vont être adaptées pour un handicap mais pas un autre. « Chaque handicap est différent, et chacun le vit différemment », raconte Pascal Goblet. En chaise depuis sept ans, il a dû réadapter son mode de vie.

La plupart des stations de métro sont équipées d'un ascenseur et certains arrêts ont été rendus accessibles mais, en pratique, la situation est vécue autrement. Les ascenseurs sont souvent en panne, par exemple.

« Deux pas en avant et dix en arrière »

« On fait deux pas en avant et dix en arrière, on s'engage dans une rue et arrivés au bout, on se rend compte qu'on ne peut pas passer parce que des travaux prennent toute la place. Alors, on fait demi-tour et on recommence », explique Pascal Goblet. Se déplacer lui demande des efforts constants. « Je réfléchis à tous mes trajets en avance, parfois ce n'est même pas suffisant », confie Antonia Gordillo, déficiente visuelle.

Mais ce sont aussi des efforts pour obtenir des aménagements adaptés. Par exemple, après de nombreuses demandes, Antonia a obtenu la construction d'une bande d'éveil à la vigilance pour le trottoir à côté de chez elle. Elle a également permis l'installation d'un parc pour chiens. Pour Simba, son quatrième chien d'assistance.







Deux roues en moins

Quand le vélo devient une lutte

*Sur les routes, le climat devient de plus en plus
agressif pour les deux-roues. Prendre son vélo,
c'est lutter pour avoir sa place dans le milieu
urbain, divisé entre cyclistes et automobilistes.
Une histoire dans laquelle tout le monde se
met des bâtons dans les roues.*

Par Simon Cozza

Ce matin-là, comme tous les autres matins, Ben embarque sur son vélo pour se rendre au travail. Bien équipé, il prend la route. Durant le trajet, rien d'anormal, mis à part cette camionnette blanche qui le dépasse une première fois. Ben lui indique qu'elle est beaucoup trop près de lui pour pouvoir le dépasser en sécurité. Il faut en effet un mètre de distance pour pouvoir dépasser un vélo. Le chauffeur s'énerve rapidement mais continue son chemin. Les embarras de circulation font que sa route et celle de Ben se croisent trois fois. À chaque interaction, le ton monte. Au point où, lorsqu'il arrive à un rond-point, l'automobiliste descend de sa camionnette et agresse physiquement Ben. Cette scène a été filmée par la caméra située sur le casque de Ben. Ce genre de vidéos dénonçant les agressions prolifèrent ces dernières années. Ben est un cycliste comme un autre mais ce jour-là, il a vécu la violence comme d'autres cyclistes avant lui.

Depuis la pandémie de Covid 19, la situation s'est dégradée entre cyclistes et automobilistes. Selon les chiffres communiqués par l'institut VIAS, en 2023, sur les 4385 victimes d'accidents de la route à Bruxelles, 23% sont des cyclistes. En comparaison, 25% sont des automobilistes et 21% des piétons. Sur dix ans, il y a eu une augmentation de près de 94% du nombre de cyclistes victimes d'accidents de la route. Il faut cependant souligner que le

lorsqu'un cycliste s'est fait volontairement écraser après une altercation avec un usager dans les rues de Paris.

Une violence organisée

« Pendant le Covid, on a vu naître à Bruxelles des pistes cyclables éphémères qui se sont pérennisées. Cela a déjà pas mal crispé les gens... Cela a été un point de basculement et des groupes d'automobilistes se sont créés en contestation à ces mesures. » C'est ce qu'a pu observer Florine Cuignet, chargée de politique au GRACQ (Groupe de Recherche et d'Action des Cyclistes Quotidiens). La grande différence par rapport aux dernières années, c'est l'explosion de la violence organisée sur les réseaux sociaux. Des groupes anti-cyclistes se sont formés pour faire face aux politiques en faveur des modes actifs à Bruxelles. Mais la Belgique n'est pas un cas isolé. Au niveau européen, le climat est favorable aux développements des infrastructures pour mettre en avant la mobilité douce. Des changements qui ne passent pas pour certains automobilistes qui se sentent délaissés, eux qui dominaient la mobilité depuis les années 50.

Plus récemment, le plan Good move a cristallisé cette dynamique de tensions perpétuelles. Good move, c'est le projet révolutionnaire pour la mobilité à Bruxelles.

**En 2023, sur les 4385 victimes
d'accidents de la route à Bruxelles,
23% sont des cyclistes.**

nombre de cyclistes a fortement augmenté depuis dix ans, grâce aux investissements dans la mobilité douce dans les rues de Bruxelles. Au-delà des accidents chiffrables, les cyclistes ressentent une agressivité grandissante de la part des automobilistes. En octobre dernier, elle a atteint son paroxysme

L'objectif était et reste de rendre la ville plus agréable et accessible. Autrement dit, Good move veut dire « Bye Bye à la voiture ». Comme on pouvait le prévoir, ce plan n'a pas plu à énormément de riverains, usagers de la voiture, au sein des quartiers dans lequel il a été appliqué.

Cette succession d'évènement a participé à la mise en avant de groupes sur Facebook tels que «Les automobilistes en ont marre» créé par hasard en 2018 par Lucien Beckers et qui compte environ 44 000 membres aujourd'hui. Un groupe qui déverse plus de haine que d'arguments pour faire avancer les choses. Ce groupe a abouti à la naissance d'une ASBL, «Mauto défense», qui défend les intérêts des automobilistes face à l'«autophobie» et aux «politiques à sens unique». En réaction, le groupe «Les cyclistes bruxellois-es sont contents» a vu le jour et il compte 11 000 membres.

Qui a raison, qui a tort? Ce n'est pas la question. Mais force est de constater que le combat est déséquilibré. Sur les réseaux, c'est une voix contre une autre mais sur la route, il manque deux roues et une tonne et demie au cycliste pour que cela soit balancé. Cette inégalité est aussi synonyme de crainte pour les cyclistes quand ils prennent la route. «On est bercé dans ce climat de violence, et la presse participe à cela aussi. Nous (les cyclistes) avons d'autant plus l'impression que les tensions sont là. Une mauvaise interprétation d'un automobiliste qui klaxonne et le ton monte rapidement», souligne Florine Cuignet. Malgré ce contexte, le nombre de cyclistes à Bruxelles ne cesse d'augmenter. Selon une enquête de l'ASBL Pro Vélo pour Bruxelles Mobilité, le nombre de cyclistes lors des comptages a été multiplié par quatre entre 2010 et 2023. Des cyclistes qui prennent donc de plus en plus de place dans le milieu urbain et qui se battent pour pouvoir la garder et vivre en cohabitation avec les automobilistes.

Une lutte constante

Katia a dit adieu à la voiture il y a dix ans. Elle a vu les évolutions et la prise de conscience du vélo au sein de la société. «Aujourd'hui, rouler à vélo dans Bruxelles, c'est le pied. Avant, on ne faisait pas du tout attention à nous.» Katia n'est pas une cycliste comme les autres. En 2014, elle a lancé un blog nommé «La nomade sédentaire». Ce site a vu le jour pour sensibiliser les gens à l'utilisation du

vélo comme moyen de déplacement principal. Au début, on l'a traitée de «bobo écolo». Maintenant, elle prodigue des conseils à ces mêmes personnes, qui ont décidé de se déplacer à vélo. Un rôle qui lui tient à cœur. «L'idée de mon blog, c'était de démystifier le vélo en ville au quotidien. J'étais une automobiliste pendant vingt ans et quand j'ai arrêté ce mode de vie là, je me suis rendu compte que ma vie était beaucoup plus agréable. J'ai voulu partager ça.» Un partage de plaisir qui passait inaperçu avant mais qui est maintenant vu comme du contenu qui dérange les automobilistes. Au fur et à mesure, le débat s'est fermé entre les deux parties. On ne voit plus que des insultes sur les réseaux sociaux. La sensibilisation est aussi devenue plus compliquée parce que nous vivons dans une société plus violente. Pour attirer l'attention, il faut choquer.

Malgré cela, le contexte général est plus favorable à l'écoute du cycliste au niveau des pouvoirs publics. «Le vélo répond à toute une série d'enjeux actuels que cela soit économiques, environnementaux, de qualité de l'air... Nos revendications sont vraiment importantes et légitimes», souligne Florine Cuignet. Le GRACQ, c'est 19000 bénévoles qui travaillent pour faire en sorte que les gens qui se déplacent à vélo le fassent dans les meilleures conditions. Et pour que les tensions s'apaisent, ils militent entre autres pour que l'apprentissage du vélo soit inclus dans le parcours scolaire. Un apprentissage qui permettra de diminuer les incompréhensions sur la route et de promouvoir le vélo. En atteignant une masse critique de cyclistes à Bruxelles, la voie publique sera plus sûre et tout le monde pourra circuler en sécurité et en bonne cohabitation, selon l'ASBL.

Profil bas

Pour Katia, se déplacer à vélo est devenu beaucoup plus simple au niveau pratique. Cependant, elle fait profil bas sur la route. «Chacun campe sur ses a priori. On est dans une époque où chacun a ses certitudes. On est enfermé dans des façons de penser qui nous

«On a laissé faire au début mais maintenant on veut nous aussi reprendre la main sur la mobilité»

Un membre de l'ASBL
Mauto défense

ressemblent. Les médias actuels et les réseaux sociaux n'incitent pas les gens à se mélanger.» L'été, quand les automobilistes ont la fenêtre ouverte, Katia discute avec eux au détour d'un feu rouge pour tenter de renouer un lien qui a totalement disparu. Au GRACQ, les campagnes menées post-pandémie ont été surtout des campagnes de courtoisie et de cohabitation. «On essaye aussi de mettre en avant des règles un peu moins connues pour la sécurité des cyclistes. Quand les automobilistes comprennent pourquoi certains vélos roulent au milieu de la route, ça participe à une meilleure cohabitation.» Pour Florine Cuignet, c'est essentiel.

Côté automobilistes, on se rend compte que ces tensions proviennent d'un manque de connaissance de la route mais surtout d'un sentiment de mise à l'écart des discussions sur l'évolution de la mobilité. «Nos revendications, elles ne sont pas contre les cyclistes en particulier. Nous on veut juste être entendus au niveau des pouvoirs publics et que l'on soit pris en compte. On a laissé faire au début mais maintenant on veut nous aussi reprendre la main sur la mobilité», nous partage un membre de l'ASBL «Mauto défense» qui a préféré rester anonyme.

Au niveau des autorités, la prochaine législature pour le gouvernement bruxellois fait peur aux cyclistes. Un retour en arrière a déjà été fait sur les zones à basses émissions. Un autre élément pourrait augmenter la mauvaise compréhension qui règne sur la mobilité à Bruxelles. En effet, il n'y avait qu'un

code de la route mais avec la régionalisation de certaines matières, quatre codes de la voie publique vont voir le jour. «On a essayé jusqu'à maintenant de garder une cohérence d'une région à l'autre mais à Bruxelles et en Flandre, les textes ont déjà été publiés et on remarque qu'il y a des différences», se désole Florine Cuignet.

Il y a encore du travail pour que vélos et autos puissent vivre en toute sérénité mais pour Katia, peu important les bâtons dans les roues qu'ils se mettent mutuellement. Elle continuera chaque jour à mettre son casque et enfourcher son vélo qui la rend si heureuse au quotidien.





Rockin' Squat
Au-delà des clichés

Par Élise Allaire

Niché depuis quelques mois à Woluwe-Saint-Pierre, le collectif Rockin' Squat rassemble plus de 80 personnes, dont une trentaine d'enfants. Les « squatteurs » y occupent, sous convention, un ancien bâtiment de l'INAMI. Aperçu du quotidien dans ce lieu qui réinvente, par sa simple existence, le vivre ensemble.

Dans l'imaginaire collectif, un squat, c'est un lieu à l'abandon, une usine désaffectée par exemple. Et des gens, qu'on qualifiera sûrement de « toxicomanes ». Pourtant, à Bruxelles, la plupart des squats sont bien loin de ces clichés. Ils regroupent majoritairement des personnes victimes de la crise du logement et des personnes isolées, aux parcours divers. Le Rockin' Squat incarne bien cette réalité. « On dit souvent de nous qu'on est tous des "sans-papiers", mais c'est faux. Parmi nous, il y a des familles, des étudiants, des personnes sans papiers, oui, mais aussi des personnes sans emploi, ou ayant des troubles psychiques... », affirme Rim, administratrice du collectif. « Ici, chacun arrive pour des raisons différentes, mais tout ce dont ces personnes ont besoin, c'est d'un toit : nous, on les accueille. »

Le collectif a été créé en 2019, par Rim et Naël, deux travailleurs sociaux. Il et elle prônent « l'habitation solidaire » et souhaitent garantir une vie stable et digne aux personnes qui les rejoignent, arrivant souvent dans l'urgence. Après trois expulsions, le Rockin' Squat a trouvé quartier près du rond-point Montgomery, à Woluwé-Saint-Pierre, dans un ancien bâtiment de l'INAMI. Ses 80 habitants et habitantes y vivent depuis quelques mois, avec l'accord de la commune. « Aujourd'hui, vu qu'on est aussi une ASBL, les dialogues

se font facilement. C'est ce qui nous permet de négocier des conventions de logement, et d'obtenir des subsides. Comme ça, on peut payer les charges d'électricité, d'eau et de gaz du bâtiment », explique Naël.

Projets de vie

Ce qu'ils et elles ont créé sur les sept étages de la bâtisse est loin de ce que l'on imagine lorsque l'on parle de squats. En plus des chambres individuelles et familiales, de nombreuses pièces inoccupées se sont transformées en lieux clés. Une salle dédiée à l'aide aux devoirs, où des bénévoles viennent assurer un soutien scolaire aux enfants. Un studio de boxe tout équipé, où le collectif « OUPSI » propose des cours à prix libre, trois fois par semaine. Une épicerie solidaire, où « tout le monde peut venir faire ses courses ». Et dans le jardin, une micro-ferme, en cours d'aménagement. « On veut pouvoir vivre de manière durable ici. Pas juste survivre. C'est pour ça qu'on fait plein de projets », me confie T., un jeune habitant.

À Bruxelles, au cours des dernières années, le nombre de collectifs comme le Rockin' Squat s'est multiplié¹. Mieux comprendre leurs réalités, leurs besoins et leurs revendications, c'est peut-être aussi l'occasion de repenser les structures d'accueil actuelles.



¹ La Libre, 25/03/2024.





Bruxelles vue d'en bas

«Regarder l'urbanisme par en bas, avec des gens qui le subissent et n'en pensent pas moins», c'est l'objectif que poursuit l'activiste Liévin Chemin. Il nous raconte son combat dans l'un de ses lieux préférés, le quartier Stalingrad, menacé aujourd'hui par le métro 3.

Par Alexia Thibeau

«C'est un grand combat... tout le monde est fatigué. Ils ont quasi tous signé. Moi, j'ai refusé», déclare Dali, le patron du Delice Coffee, en jetant un œil attristé par la fenêtre de son établissement. À l'extérieur, la nuit s'est déjà installée sur le chantier. Le bruit des pelleteuses a cessé et les ouvriers se dispersent autour des barrières dissimulant l'avenue éventrée. À quelques pas de là, un groupe d'hommes profitent du retour au calme pour boire un thé à la menthe à la terrasse d'un café. La plupart des restaurants et magasins sont déserts, ou fermés. Il n'est pourtant que 18h00, sur l'avenue Stalingrad.

Malgré les travaux du métro 3 qui menacent son restaurant, Dali ne veut pas céder trop vite. Il refuse de fermer son établissement situé dans le Palais du Midi et pour prouver sa détermination, il compte même en ouvrir un nouveau. Un peu en retard, Liévin Chemin descend de son vélo avec siège enfant. «On s'est donné rendez-vous au bon endroit!», s'exclame le père de famille de 45 ans. Dali l'accueille à bras ouverts et prend la commande: deux thés marocains à la menthe et une crêpe Nutella, pour le côté belge. Tout le monde connaît Liévin dans le quartier, il fait partie des rares acteurs à défendre les commerçants, les habitants et habitantes.

Des sons de haut en bas

Attiré dès l'enfance par les médias audiovisuels, Liévin, qui se voit comme un «*agité*» plutôt que comme un employé modèle, a travaillé en tant que bénévole à la rédaction de Radio Panik. Le 26 novembre 2015, la première émission de «Bruxelles m'habite» résonne à l'antenne, sous le nom de «Visions sonores sur la ville». Créée pour «*nous ouvrir les yeux avec nos oreilles*», l'émission hebdomadaire nous emmène dans des déambulations sonores au cœur de la ville, appelées «cartes postales sonores».

«*Dong dong. Sous la bruine du mercredi – plic ploc – quand la pensée vagabonde* – (bruit de pièces, d'ailes battantes de pigeon) *dong – diagonale, couleur pure et sans luxure – dong dong dong dong – de là, prenez le métro à Sainte-Catherine – ciii pshh tiii* (les portes du métro) – *sur la ligne Erasme jusqu'à Anderlecht...*»

Ces enregistrements de Bruxelles, en surface et sous terre, parfois récupérés d'archives, servent à explorer le passé, à visiter le présent et à questionner le futur d'une ville en changement, menacée de devenir «*un bureau avec des trous où passeront les voitures*».

Tantôt salarié, tantôt chômeur, sans diplôme supérieur, Liévin admet avoir un profil atypique de travailleur. Il se considère comme un acteur engagé portant une réflexion personnelle sur la société et artistique sur la vie urbaine. À 30 ans, il bifurque dans l'associatif, un domaine précaire et mal reconnu, qui est dans l'ADN de ce Schaerbeekois conscient des sacrifices à faire.

Questions irritantes

Le jour où Liévin s'improvise vidéo-cinéaste pour le Centre Vidéo de Bruxelles (CVB), un nouveau rêve se réalise: filmer Bruxelles vue d'en bas. Caméra et micro en mains, Liévin et son équipe répètent le même procédé. Trouver un lieu controversé et interroger cet espace, sa population sur

des questions «*irritantes et angoissantes*». L'objectif du travail est double: amener une observation critique et inciter les Bruxellois et Bruxelloises à défendre leur droit à participer aux changements urbains. Car, ne sont-ils pas de meilleurs experts du terrain que ceux qui dirigent?

«*Pour faire un bon film, il faut une bonne histoire*», insiste Liévin en dégustant sa crêpe. Et des histoires à Bruxelles, ce n'est pas ce qu'il manque. La construction du métro 3 donne matière à penser et filmer. Depuis 2020, les vidéo-cinéastes ont bâti une trilogie sur ce sujet, composée de «Stalingrad, avec ou sans nous?» (2021), «Mais qui veut changer Liedts?» (2022) et «Le chantier du siècle» (2023).

Bruxelles est une ville en changement, menacée de devenir, selon Liévin, «un bureau avec des trous où passeront les voitures».

Pour Liévin, la série de films des ATELIERS URBAINS, «*est un révélateur de ce qu'on se prend dans la gueule*». Elle permet de donner un regard citoyen sur la ville en vulgarisant un savoir et d'ouvrir le débat. En cela, elle relève de l'éducation permanente et nourrit une mémoire collective. «*La mémoire d'une ville, si on ne la transmet pas, on ne peut pas se plaindre qu'elle a changé*», déclare Chérine Layachi, une habitante du quartier Stalingrad et co-réalisatrice de la série. Autrement dit, documenter le passé d'une ville aiderait à mieux anticiper ses changements futurs.

Stalingrad, en fête ou en deuil ?

3...2...1... Un bruit de canon retentit. Des confettis multicolores parsèment l'avenue encore intacte. Une musique orientale de fanfare résonne dans la foule masquée. Ce mardi 2 septembre 2020, le quartier célèbre l'inauguration du Stalingrad Village, en compagnie de la ministre bruxelloise de la Mobilité et des édiles de la Ville de Bruxelles. Cet appendice commercial, agencé sous forme de containers, est le fruit du Pacte Toots Thielemans visant à maintenir la vie commerçante du quartier le temps des travaux du métro qui débiteront le 19 octobre 2020. Philippe Close se déhanche au rythme des tambours marocains, sous le regard sceptique des riverains et riveraines. *«On croirait qu'ils vont transformer ça en capitale du Maroc. Je ne comprends pas. On doit partir ou rester?»*, s'interroge Anas, un habitant du quartier qui a contribué au film.

Cette mesure politique est une solution temporaire pour quelques commerçants, mais ne suffit pas à dédommager la totalité des commerces impactés par les travaux. Le patron de la STIB se veut optimiste: *«Après, vous aurez l'une des plus belles ramblas d'Europe, ici. Vous imaginez quand tout sera fini. Ce sera extraordinaire! Le quartier va prendre une valeur incroyable»*. Les paroles de Brieuc de Meeûs ne semblent pas réconforter Samira

Hammouchi, co-réalisatrice de la série, inquiète pour l'avenir de son commerce familial. Une *«valeur incroyable»*, mais à quel prix?

Un an plus tard, l'avenue est méconnaissable et les arbres de la «rambla» ont été abattus. Les voix de 250 personnes s'élèvent du gymnase du Palais du Midi, transformé, ce samedi 6 novembre 2021, en cinéma pour l'avant-première de *«Stalingrad, avec ou sans nous?»*. Pour Liévin, il était impensable de projeter ce film ailleurs. *«On a fait des pieds et des mains pour le faire dans le Palais du Midi parce qu'on savait que les habitants du quartier avaient besoin de cette reconnaissance.»* C'est dans cette même salle que les commerçants ont appris leur destin lors d'une réunion d'informations tenue par Pascal Smet. *«C'est trop tard!»*, leur a-t-il dit. Samira se souvient encore des propos du ministre, qui ont eu l'effet *«d'un coup de batte de baseball»*. Le métro 3 passera sous le Palais du Midi et les commerces devront fermer. Un coup dur pour le quartier multiculturel qui a construit son identité et son économie autour de ce bâtiment historique.

Un chantier controversé

En 2009, face à la croissance démographique bruxelloise, naît l'idée du métro 3, qui reliera Evere à Forest via Schaerbeek et le centre-ville. Les travaux de la ligne, partant de la

station Bordet jusqu'à celle d'Albert, sont scindés en deux parties confiées à deux maîtres d'ouvrage différents. Le premier est la société Beliris, chargée de construire le tronçon nord qui joint Evere à la gare du Nord. Le second est la STIB, qui s'occupe de convertir les tunnels existants du tronçon sud partant de la gare du Nord vers Forest.

Depuis l'obtention du permis d'urbanisme en 2019, de nouvelles stations ont été ajoutées. L'une d'elles fait plus parler que les autres: la future Toots Thielemans. La station Lemonnier n'étant pas adaptée pour accueillir un métro, il est question de construire une station sous l'avenue Stalingrad car, selon la STIB, *«c'est le meilleur endroit où la mettre»*. Cependant, le travail s'annonce complexe pour la société des transports qui se heurte à des difficultés pratiques et juridiques liées au Palais du Midi.

«On a sous-estimé la difficulté à passer sous le Palais du Midi. Le problème n'est pas le sol. Le problème, c'est la conjonction du sol et du Palais du Midi.» Christophe Rubbens, project manager de la station, tente d'éclairer un malentendu répandu. Ce n'est pas la géologie du sol sous le Palais du Midi qui est l'inconnue, mais le bâtiment datant de la fin du 19^e siècle. Selon lui, il existe une solution technique pour le conserver. En revanche, l'ampleur des travaux est telle qu'il est impossible de maintenir ses occupations commerciales ni aucune de ses nombreuses activités. Ainsi, la STIB propose d'évider le bâtiment, de le déconstruire avant de le reconstruire en accord avec les normes énergétiques actuelles. Pour les commerçants, un système d'indemnisation a été mis en place mais il ne fait pas l'unanimité.

Le budget de Dubaï

De son côté, Liévin reste convaincu que le Palais du Midi ne doit pas être démantelé en raison du retard pris et du coût final des opérations. D'après lui, les objectifs de la STIB sont tout aussi atteignables avec un tram en surface. *«Je ne serais pas contre le métro, si*

Bruxelles avait le budget de Dubaï!», avance-t-il, en déplorant que ce soient les quartiers populaires dotés d'un tissu allochtone, tels que Stalingrad et Liedts, qui sont sacrifiés, comme en réponse à *«une volonté de faire table rase»*. La STIB entend les inconvénients causés mais informe que les transports en surface sont déjà saturés. Ainsi, l'entreprise de transports publics, qui rappelle n'être que le bras exécutant des décisions de la Ville, est obligée de construire en souterrain pour maintenir son offre publique. Sur ce point, Cindy Arents, sa porte-parole, assure que la nouvelle ligne rencontrera plus de succès que prévu.

Ce succès, nous ne le verrons qu'en 2031, avec ou sans le Delice Coffee. Qui sait à quoi ressemblera alors Stalingrad: à la plus belle rambla d'Europe, comme promis par la STIB, ou au quartier Yser, déshumanisé par l'infrastructure et la nouvelle offre commerciale, comme le craint Liévin? Quelle que soit l'issue, son combat ne s'arrêtera pas car il veut avoir le droit de vieillir dans sa ville et ce, malgré l'implacable gentrification. Sa Bruxelles, c'est d'abord une ville de l'ascension sociale, qui doit rester «pauvre» en apparence pour continuer à donner des chances aux gens sans les jeter dehors.



«Après, vous aurez l'une des plus belles ramblas d'Europe, ici. Le quartier va prendre une valeur incroyable.»

Brieuc de Meeûs, patron de la STIB, aux habitants de Stalingrad



La lutte antifasciste en rue
Défasciser Bruxelles

Par Amina Sidi Yekhlef



Les murs de la ville s'habillent toujours des idéaux, des fantasmes et des haines de ses occupant.es. Tantôt fachos, tantôt antifas. La bataille différée des antifascistes face aux militant.es d'extrême-droite est quotidienne. Quand la haine raciste, sexiste et transphobe pare les murs des rues de la ville d'un voile noir, des militant.es se chargent de les défasciser.

Les militant.es se croisent peu, mais leurs mots se recouvrent sans cesse, à coup de stiffs noirs, de bombes de tag et de stickers. Défasciser Bruxelles, c'est quotidien. C'est tout le temps et partout, bien qu'il existe des quartiers plus poreux aux idées fascistes que d'autres. Quoi de plus typique qu'un sticker suprémaciste blanc «White boys» en plein cœur de Merode ?

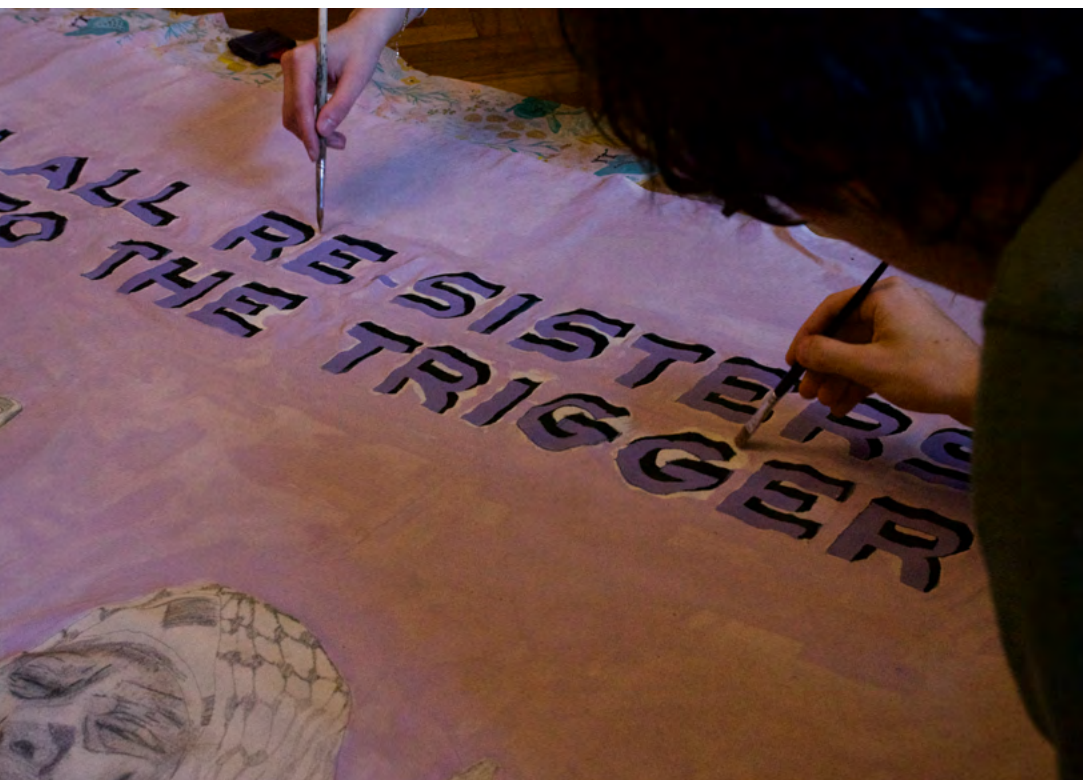
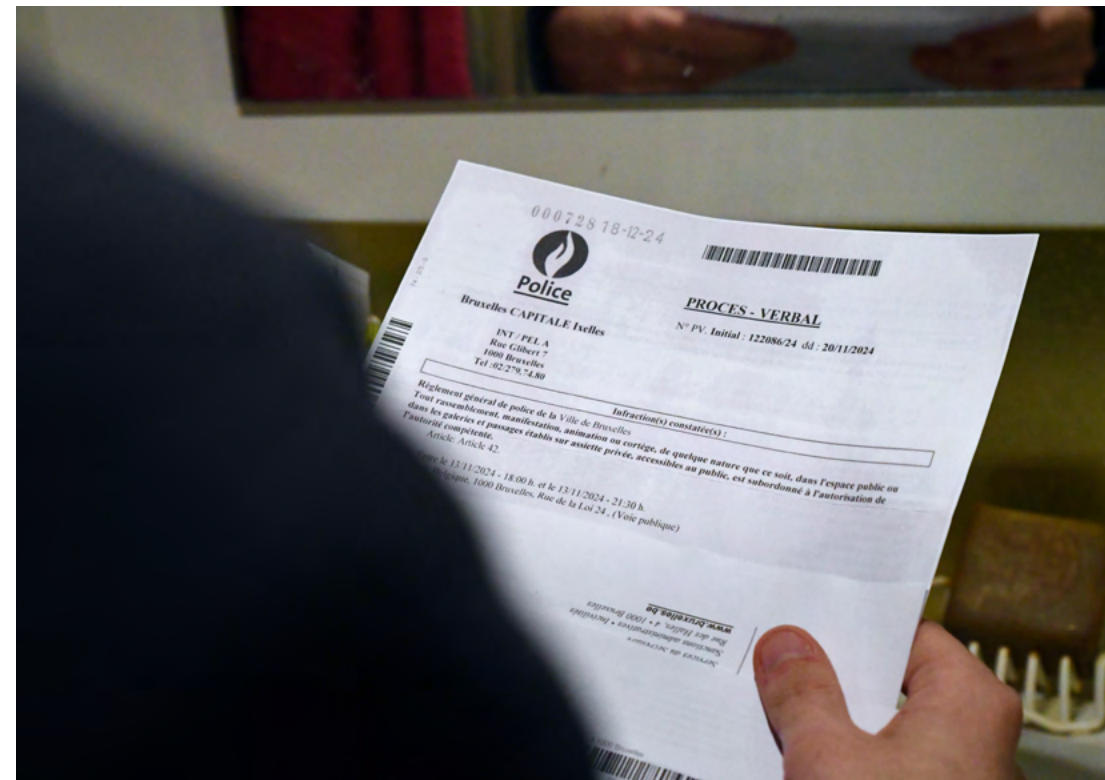
Bruxelles n'est pas une page blanche. Elle est criblée de bâtiments hérités de l'ère coloniale, de noms de rues et de têtes de statues à l'histoire douloureuse et inasumée. Et sur ces rues aux cicatrices profondes, les marques superficielles de l'actualité, qui deviendra histoire, se posent. Le 8 mars 2025 et sa marche pour les droits des femmes à travers les Marolles auront laissé des «Peur de dormir comme Gisèle Pelicot» sur les briques. Depuis fin 2023 et le début du génocide du peuple palestinien, Bruxelles s'est couverte de «Free Palestine», dans chaque chaque rue et sur chaque barrière de chantier jaune et bleue. Mais les militant.es d'extrême-droite, qu'ils soient organisé.es ou simplement fachos sporadiques, s'adonnent aussi à colorer la ville, tout en la ternissant.

Retirer le fascisme des rues

Quand les militant.es antifascistes arpentent les rues, iels scrutent les lampadaires, les feux de signalisation et les panneaux. Iels ont toujours de quoi les recouvrir les messages fascistes avec des stickers, des marqueurs, ou de les gratter avec leurs clés. Défasciser, c'est retirer le fascisme des rues mais aussi propager des idées politiques à l'opposé. Pour un militant antifasciste, coller d'autre stickers ou taguer, c'est «se réapproprier ces espaces, qui sont des lieux centraux pour la politique». Les messages imposent un autre narratif, physiquement, sous les yeux des gens.

Imposer ce narratif, c'est aussi se heurter à la violence de la répression. Taguer, c'est illégal. Manifester, c'est conjuguer avec la violence policière. Un militant m'avoue que «la répression, ça fait mal, qu'il s'agisse de coups de matraques ou de grosses amendes. L'État et sa police disposent de tout un arsenal de moyens de pression, qu'elle soit physique, psychologique ou monétaire, pour nous faire lâcher nos luttes». Voilà la raison de l'absence de visage sur mes photos. Fier.es de leur lutte antifasciste, les militant.es se masquent en manifestation, recouvrent les marques de leurs chaussures, et agissent discrètement. L'anonymat est leur bien le plus précieux pour continuer à défasciser Bruxelles.







Aux côtés des expulsés

Tous les jours, à Bruxelles, onze ménages apprennent qu'ils doivent quitter leur logement. Depuis le 31 août 2023, les CPAS de la Région bruxelloise doivent agir de manière plus proactive pour trouver des solutions pour les locataires menacés d'expulsion. Ils se battent auprès d'autres acteurs pour ne laisser personne sans chez-soi.

Par Léah Goldenberg

Quarante jours: c'est le nouveau délai très court imposé aux CPAS en cas d'expulsion de locataires. Dès qu'une convocation à une audience d'expulsion parvient à l'un des centres bruxellois, la machine se met en marche. Les travailleuses et travailleurs sociaux sont engagés dans une course contre la montre pour trouver des solutions avant l'audience devant la Justice de Paix.

Cette montagne de travail n'est pas inconnue à Pernelle Godart, chercheuse en géographie humaine à l'ULB. En 2018, elle a réalisé une étude, la première en son genre (et toujours unique à l'heure actuelle) sur les expulsions de locataires en Région bruxelloise. Selon sa définition, «une expulsion est un processus au bout duquel une personne perd son logement». En grande majorité (85%), les

expulsions découlent d'arriérés de loyers. Mais il se peut aussi que le bail arrive à échéance et que le locataire ne parte pas dans les délais, qu'il menace les autres habitants ou que le propriétaire veuille récupérer son bien pour son utilisation propre ...

Entre le moment où il apprend que le bailleur veut l'expulser et le moment où il doit réellement quitter les lieux, le locataire dispose d'au minimum 4 mois:

- D'abord, le propriétaire envoie un courrier, une mise en demeure au locataire. Il indique que si des loyers restent impayés, il déposera une requête à la Justice de Paix.

- 30 jours plus tard, le propriétaire peut déposer une requête à la Justice de Paix.

- La Justice de Paix prévoit une audience «d'introduction», dans un délai minimum de 40 jours et convoque les locataires. C'est à ce moment-là que le CPAS est prévenu.

- L'audience se déroule. Les parties, si elles sont présentes, échangent leurs arguments.

- Le Juge rend son jugement. Les huissiers le communiquent au locataire et au propriétaire.

- 30 jours plus tard, si le locataire n'a pas quitté les lieux. Les huissiers reviennent pour vider le logement et changer les serrures.

Travail de détective

Tout au long de cette procédure, des acteurs interviennent pour conseiller et soutenir les locataires en leur faisant connaître leurs droits, en négociant avec le bailleur, et même en militant pour modifier les lois qui régissent les expulsions.

Les CPAS ont vu leur rôle dans les expulsions s'élargir suite à une nouvelle ordonnance datant de l'automne 2023. La nouvelle mission des CPAS bruxellois demande un travail conséquent: des fonds ont donc été alloués pour la réaliser. Chaque centre a utilisé ces fonds différemment, en fonction des besoins et des ressources humaines déjà présentes. Au CPAS d'Ixelles, dans une maison détachée du bâtiment principal, les travailleuses et travailleurs spécialisés en médiation de dettes, en énergie et en logement, accompagnent les personnes en cours d'expulsion. Les fonds débloqués par la Région bruxelloise leur ont permis d'embaucher un équivalent temps plein.

Après réception de la convocation, les assistants sociaux doivent tenter de contacter les locataires menacés. Ils deviennent alors des véritables détectives et traquent les gens avec le peu d'informations données sur la convocation: numéro de téléphone, adresse e-mail ou physique, quand elles sont données. Selon Corentin Taffin, juriste au sein de ce service, «souvent, il n'y a pas de numéro de téléphone ou d'adresse mail, on ne peut qu'envoyer un

courrier». Dans la commune voisine, au CPAS de Bruxelles-Ville, Jan Willems est responsable du service de médiation de dettes. Ici, une personne se présente au domicile de la personne concernée afin d'effectuer un premier contact. A Ixelles, cette première rencontre doit se faire entre les quatre murs du centre et il faut alors expliquer la situation aux locataires démunis. Corentin Taffin déplore que «la plupart des locataires ne sont pas encore au courant qu'ils vont être expulsés, ils ne comprennent pas ce qui leur arrive».

Les assistants sociaux doivent ensuite essayer de trouver une solution avant l'audience. Ils contactent le propriétaire, proposent des plans de paiement ou peuvent même apurer l'arriéré.

Ce changement de législation et ce budget revu à la hausse sont le résultat d'une lutte active pour promouvoir le droit des locataires. Selon Jan Willems, des décisions positives ont été prises sous la législature précédente: «les politiques savent que les CPAS peuvent aider». Mais ces changements sont actuellement en pause car le gouvernement bruxellois est, à l'heure où j'écris ces lignes, en affaires courantes. Les subsides sont bloqués en attendant et la plupart du personnel embauché pour toutes ces tâches se retrouve au chômage. En fonction des prochaines avancées, certains employés pourraient revenir travailler mais «il y a peu d'espoir». L'ordonnance sera toujours d'application mais les fonds pour la réalisation n'existeront plus. «Les politiques sont positives mais il n'y a jamais assez de moyens pour les réaliser.»

Les CPAS doivent intervenir mais les personnes menacées d'expulsion peuvent également contacter le syndicat des locataires. Romain Farrugia y est juriste. Les locataires se tournent vers lui «à tous les stades de la procédure». Il peut être contacté avant même la première mise en demeure, lors de différends avec les bailleurs au sujet des loyers, de l'insalubrité,... Il reçoit également des locataires qui ont reçu une convocation, qui ont eu un rendez-vous avec un CPAS, ou qui ont déjà reçu le jugement d'expulsion. «On

assiste aussi aux audiences si on a l'autorisation du Juge». Le syndicat aide les locataires à connaître leur droit. Il publie des conseils sur le calcul de leur loyer, sur les législations relatives au logement qui changent,...

Le locataire peut aussi rencontrer un avocat. Véronique van der Plancke, au cabinet du Quartier des libertés, traite ces dossiers. En amont de l'audience, elle prend contact avec les CPAS et essaie, elle aussi, de trouver un accord avec le propriétaire. Si ce n'est pas possible, elle devra convaincre le Juge de Paix lors de l'audience.

Audience tant redoutée

Ce matin, les audiences de la Justice de Paix d'Ixelles se tiennent sur la Place Poelaert, en face du Palais de Justice et de la Grande Roue. Malgré la pluie, la salle d'attente est déjà remplie, longtemps avant l'ouverture des débats. L'audience est le moment décisif de la procédure. C'est ici que tout se joue. C'est maintenant que sera décidé si le locataire peut rester ou pas. Cette décision revient à la Juge de Paix. Elle ne peut pas faire tout et n'importe quoi, il y a des balises mais elle possède une marge de manœuvre importante. Selon Véronique van der Plancke, «certaines Justice de Paix sont connues comme étant pro-locataires ou pro-propriétaires, d'autres sont plus neutres».

Dans la salle, ce mardi, les bancs sont surtout occupés par des avocates et avocats en toges. Une demi-douzaine de personnes habillées en civil sont parsemées parmi eux. Pour les

non-initiés, on a l'impression de se trouver au milieu d'une pièce de théâtre. Deux avocats se lèvent, précisent qu'ils interviennent dans telle ou telle affaire et la Présidente appelle ensuite le locataire. On rentre et on sort de la pièce. Il faut attendre son tour sans comprendre l'ordre de l'audience. Les avocats des deux parties sont présents et expliquent les circonstances particulières de leurs clients respectifs. Aujourd'hui, le ton monte. Les avocats se plaignent des manières de leurs confrères: «Il m'a répondu hier après-midi, je n'ai pas pu joindre mon client depuis. Il n'est même pas au courant de ce qu'il se passe». La Juge tente d'arbitrer ces disputes et parvient à trancher... même si, dans les couloirs, après la fin de l'audience, on continue à discuter sèchement.

Tout n'est pas joué avant l'audience. Les locataires menacés d'expulsion peuvent négocier. Ils peuvent avoir trouvé un accord avec le bailleur ou un plan de paiement. Parfois, le CPAS a couvert les arriérés. Certains aussi renversent la tendance et réussissent à prouver que leur logement est insalubre. Dans ce cas-là, les propriétaires peuvent être forcés de réaliser des travaux ou de rembourser des montants. Ça ne veut pas dire que les gens pourront rester dans leur logement. Malheureusement, selon Romain Farrugia, «certains locataires craignent de se plaindre de l'insalubrité de leur logement car ils pourraient en fait être expulsés plus rapidement».

Selon Véronique van der Plancke, 80% des locataires convoqués ne se présentent pas à l'audience. Beaucoup de jugements sont

rendus par défaut, sans entendre le point de vue du locataire. C'est un point important de la lutte contre les expulsions: la présence des locataires devant la Justice de Paix. Malgré les ressources mises à disposition pour les prévenir de cette convocation, certains ne reçoivent jamais le message ou ne font pas le déplacement, pensant ainsi gagner du temps. En réalité, malgré les mails et les appels, la plupart des expulsés ne rencontre jamais une personne représentant l'administration qui les expulse.

#BalanceTonProprio

Pour donner une voix à ces silences, un autre acteur bruxellois a créé sa place dans cet imbroglio institutionnel. Le Front Anti-Expulsion a été fondé pendant le premier confinement. Car oui, au début du confinement, les expulsions n'étaient pas suspendues. Alors qu'il était interdit de ne pas être chez soi, certains étaient dépossédés de leur chez-eux. A partir de ce moment, le front s'est organisé. Il organise une permanence tous les lundis à la place Anneessens, au centre de la ville. Autour d'une tasse de thé ou de café, les personnes qui vont être expulsées peuvent venir discuter. Le front ne propose pas de relogement mais utilise les réseaux sociaux pour faire connaître les situations d'expulsions ou les problèmes de logement. Les militants ont créé le hashtag #BalanceTonProprio pour «dénoncer les pratiques de certains bailleurs». Eux aussi se rendent aux audiences devant la Justice de Paix, «quand on est là, on les force à ouvrir le dossier».

Les acteurs présents luttent et, malgré les difficultés et l'Everest qu'il leur reste à franchir, ils ont obtenu des belles victoires. L'ordonnance du 22 juin 2023, qui a élargi les responsabilités des CPAS, protège mieux les locataires contre les expulsions sauvages, c'est-à-dire sans décision de Justice. Désormais, un propriétaire qui expulse de son propre chef ses locataires devra leur rendre l'équivalent de 18 mois de loyers.

De plus, la Région bruxelloise a mis en place un moratoire pendant l'hiver. Du 15 novembre

au 31 mars, les locataires ne peuvent pas être expulsés, sauf dans certains cas. Les jugements sont rendus mais les huissiers ne peuvent pas intervenir.

L'objectif de tous ces intervenants est le maintien dans le logement actuel. Si malgré tout, les personnes sont quand même expulsées, il n'existe plus de filet institutionnel pour les aider. C'est le constat de ces rencontres: «si une famille est expulsée, il n'y a plus de solutions toutes faites, on passe au cas par cas», explique Oliver Vanderhaegen du CPAS de Molenbeek. La plupart des locataires expulsés doivent loger chez des amis ou chez des membres de leur famille en attendant de retrouver un logement. Ou alors, ils en trouvent un mais à un loyer encore plus élevé que le précédent, ce qui pourrait relancer le cycle d'expulsion. Olivier Vanderhaegen a enquêté au sein de son CPAS, en 2021: «9 personnes expulsées sur 10 se retrouvent dans des conditions encore plus compliquées 3 ans après l'expulsion». Souvent, les personnes expulsées quittent leur commune (et donc leur CPAS) et n'ont plus de contacts avec les acteurs de terrain.

Les expulsions ne sont que le sommet de l'iceberg de la crise du logement. Toutes les personnes qui se battent au quotidien résument la situation en expliquant que le problème est dû aux loyers trop élevés (1321€ en 2024, en moyenne, selon Federia, la Fédération des agents immobiliers francophones de Belgique) et à une population bruxelloise plus pauvre qu'ailleurs en Belgique. Pour Pernelle Godart, s'il y a tant d'expulsés, «ce n'est pas à cause de loyers impayés, mais de loyers impayables».



« Certaines Justice de Paix sont connues comme étant pro-locataires ou pro-propriétaires, d'autres sont plus neutres. »

Véronique van der Plancke, avocate

A photograph of a person lying on a textured, possibly fabric, surface. The scene is dramatically lit with deep blue and vibrant purple light, creating strong shadows and highlights. The person's legs are visible, with a tattoo on the inner thigh of the leg closer to the camera. They are holding a dark, feathered object, possibly a fan or a prop, across their midsection. The overall mood is artistic and evocative.

Récit d'une travailleuse du sexe
Mon corps e(s)t ma voix

Par Sara Sulas

Du secteur social au travail du sexe, le parcours de Léa (nom d'emprunt) est un cri de fierté qui défie les stéréotypes. Je l'ai suivie lors de plusieurs journées de travail en tant que masseuse érotique: son témoignage d'autodétermination est bien loin de l'image de la victime.

Léa est l'une de ces filles que l'on voit le matin dans un café du centre avec son agenda et son café. On peut la croiser souvent dans le métro, direction Gare du Midi, pour se rendre à son lieu de travail. Son métier l'amène à rencontrer de nombreuses personnes, surtout des hommes, d'âges et d'origines variés. Certains sont gentils et respectueux, d'autres un peu moins... C'est normal de ne pas se sentir tout à fait à l'aise avec certaines personnes. Pendant ses pauses, elle trouve un instant pour elle-même, entre une lecture et une tasse de thé.

Le métier de Léa? Masseuse érotique. Elle ne se sent pas obligée d'expliquer comment elle gagne sa vie, ni de dire ce qui l'a menée à faire ce qu'elle fait aujourd'hui. Elle aime son travail, tout simplement. Léa est française et vit depuis près de neuf ans à Bruxelles, après un passé mouvementé. Issue d'un milieu familial violent, elle a cherché par tous les moyens à reconstruire sa vie en faisant quelque chose qui lui redonnerait le goût de vivre. Son parcours dans le travail du sexe s'est fait presque fortuitement, après avoir travaillé dans le social.

Une fierté de louve

Léa commence à travailler comme indépendante et trouve sa voie à travers les massages, une passion qu'elle a toujours eue. Au début, elle ressentait le besoin de trou-

ver un support parmi ses collègues: elle a eu des contacts avec une association qui ne reconnaissait aucune forme de travail sexuel comme un véritable métier. «J'ai trouvé très violent de ne pas pouvoir parler de mon activité comme je le voulais.» Dans cette association, on la poussait à se voir comme une victime, un rôle dans lequel elle ne se reconnaît pas. C'est ainsi que Léa s'est investie dans la recherche d'un environnement bienveillant. Dans UTSOPI, le seul réseau belge pour et par des travailleuses et travailleurs du sexe, elle a trouvé un espace qui lui correspondait.

L'histoire de Léa n'a rien d'extraordinaire, c'est avant tout une recherche d'autonomie financière et d'équilibre personnel, loin des clichés qu'on projette constamment sur son métier. L'histoire de Léa est celle d'une femme qui s'est reconstruite, et non d'une victime: «J'en ai marre du récit médiatique standard qui nous victimise tout le temps».

Aujourd'hui, Léa mène une vie épanouie et bien remplie. Elle gère sa clientèle et sa vie privée en se consacrant à ses passions, notamment la littérature et l'art figuratif. Elle rêve d'un monde où son métier serait reconnu comme une partie intégrante de la vie quotidienne. «À l'époque des Romains, il existait les lupanars, où les louves étaient reconnues comme travailleuses.» Le tatouage sur son pied témoigne de sa fierté d'en faire partie.

N°1: Le tatouage de Léa fait référence aux Louves, les prostituées de l'époque romaine.

N°2: Dans les moments d'attente, Léa se pose et savoure chaque page d'un livre.

N°3: Ce travail requiert une hygiène irréprochable. Léa lave ses sex-toys après chaque utilisation.

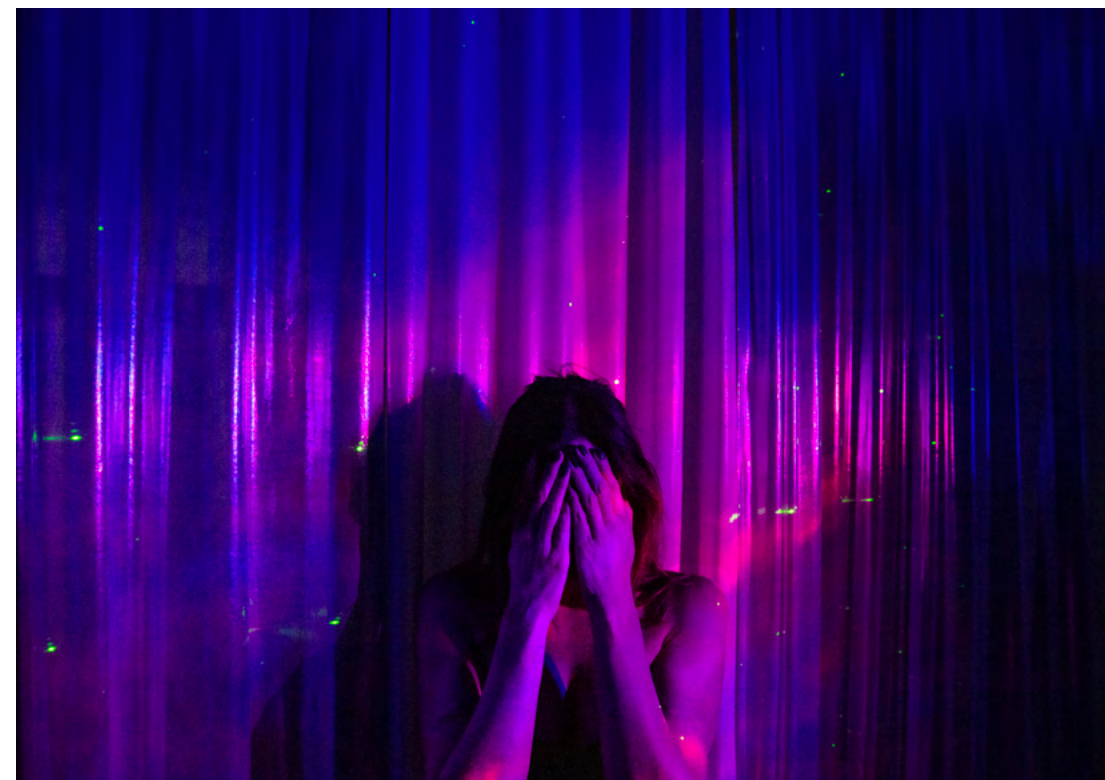
N°4: Pour trouver des nouvelles tenues de travail, Léa se rend souvent dans des friperies.

N°5: Léa se prépare pour une séance de massage avec un client.

N°6: Léa reste toujours en contact avec ses clients via un téléphone exclusivement dédié au travail.

N°7: Léa est fière de son parcours mais veille à protéger son identité







Lara Franken

L'art pour éveiller les consciences

À 19 ans, Lara Franken se bat pour la justice sociale et climatique avec l'art comme arme de sensibilisation. Derrière son engagement, une histoire personnelle marquée par l'exclusion et une quête de sens. Comment une enfant harcelée a-t-elle transformé sa souffrance en un combat pour la planète ?

Par Elisa Saliez

« Je fais comme les moustiques, je touche à tout pour que les gens ne s'endorment pas. »

Lara Franken, « artiste »

Engagée pour le climat, les droits des femmes et la justice sociale, Lara Franken (19 ans) a choisi une forme de militantisme singulière : l'« artivisme », avec lequel elle éveille les consciences et redonne du sens aux luttes qu'elle mène. Un.e artiste est un.e militante qui utilise les arts comme la déclamation, la musique, le théâtre pour sensibiliser les personnes à sa cause. « *Je fais comme les moustiques, je touche à tout pour que les gens ne s'endorment pas.* »

Lara étudie la politique, la philosophie et l'économie à l'UCL, en anglais et en français. Parmi ses projets engagés, elle a réalisé une série de vidéos Youtube intitulée « Ceux qui nous nourrissent », qui met en lumière le travail des agriculteurs. Elle y interviewe des passionnés qui prônent une agriculture locale et durable et appelle à l'union pour sauver la planète (« Relions-nous »).

Une façon d'être au monde

Son engagement ne vient pas de nulle part. Son enfance, marquée par le harcèlement et l'exclusion, l'a poussée à chercher la justice et à se trouver un moyen d'agir. De la troisième primaire à la troisième secondaire, elle a été mise à l'écart et moquée par ses camarades. Elle raconte que le plus douloureux était cette exclusion permanente. Durant cette période difficile, Lara a remis en question son existence. Elle était abattue, mais a décidé de se relever et de trouver une cause qui l'anime. Son expérience du harcèlement l'a nourrie et lui a permis de prendre conscience du pouvoir des émotions. Lorsqu'elle se sentait rejetée, elle cherchait un sens plus grand à

son existence, et c'est dans l'amour du vivant qu'elle l'a trouvé.

« *Le harcèlement, ça fait partie de moi* », confie-t-elle. Lorsqu'elle était enfant, elle se demandait pourquoi elle était harcelée. Cette question l'a amenée à s'interroger sur des problématiques plus vastes liées à la justice : Pourquoi y a-t-il des guerres ? Pourquoi détruit-on la nature ? Cette quête de sens l'a poussée à s'engager. Aujourd'hui, ce qui la maintient debout, ce sont ses luttes pour la justice. « *Il y a le même feu à l'intérieur de chacun de nous, qui veut rendre justice, rendre quelque chose aux gens de ce qu'on leur a enlevé, leur dignité.* » Comme le dit l'écologiste française Camille Etienne, pour Lara, « *l'activisme est une façon d'être au monde* ».

Fonds marins

À 12 ans, Lara prend conscience des enjeux climatiques. À 17 ans, son anxiété face aux changements climatiques s'intensifie. Elle ne parvient pas à la canaliser car elle n'a pas encore accès aux terrains de luttes. Elle commence alors à agir à son échelle, en participant à des projets locaux, notamment celui d'Oxfam à Braine-l'Alleud, ou à un projet en Ouganda. Ne se sentant toujours pas à sa place, elle tente de s'informer en ligne. Elle prend part à des discussions sur des forums et elle approfondit ses connaissances.

Pour Lara, s'engager ne signifie pas forcément militer activement. L'essentiel, selon elle, est d'abord de s'informer pour mieux comprendre les enjeux sociétaux. Elle assiste donc à des conférences, lit des livres en lien avec ses engagements et échange avec d'autres militants.

Elle participe aussi concrètement à différentes luttes, notamment en rejoignant le collectif belge Look Down, qui se bat contre l'exploitation minière des fonds marins. Le sujet qui lui tient particulièrement à cœur: «On connaît très peu de choses sur l'océan, c'est pourquoi on ignore souvent les conséquences du réchauffement climatique sur les milieux marins.»

Cause commune

Selon elle, les luttes permettent de partager un même combat, de se sentir unis et de réaliser ensemble des projets d'envergure. «On forme un immense corps avec tous ces corps différents.» La possibilité de se rassembler autour d'une cause commune, c'est ce que préfère Lara dans ses engagements. C'est ce qu'elle appelle l'écolo-joie: «Se réunir avec un même but crée des souvenirs, laisse des traces dans l'histoire du monde, et c'est ce qu'il y a de plus beau dans l'engagement.» Ce sentiment de communauté est essentiel, car il lui permet de retrouver le lien social qu'elle avait perdu lors de son isolement. Elle nous raconte qu'on voit rarement des activistes lutter seuls, parce que même s'ils commencent parfois seuls, comme Greta Thunberg, ils finissent souvent par être intégrés dans un groupe qui partage les mêmes convictions. Pour elle, l'activisme est magnifique, car il ne peut exister sans les autres. Lara a l'habitude de tout faire seule, mais dans les luttes, elle ressent le besoin d'être entourée pour porter des projets plus grands qu'elle.

L'engagement militant s'accompagne de nombreuses difficultés. Selon Lara Franken, «quand tu es activiste, tu es stigmatisé et vu comme un terroriste, alors que tu défends la vie». De nombreux militants font face à une criminalisation de leurs actions, pouvant aller jusqu'à des gardes à vue ou des peines de prison, malgré leur volonté de défendre des causes humanitaires. Cette pression engendre une charge mentale importante

et une fatigue psychologique. «Parfois, tu es au bout de ta vie», confie-t-elle, soulignant la difficulté de s'investir durablement dans le militantisme.

Comme tu es

Pour Lara Franken, l'obstacle est double. Les jeunes activistes doivent non seulement lutter pour leurs causes, mais aussi faire valoir leur légitimité, car ils sont rarement écoutés. Elle insiste sur l'importance de leur donner une place et souligne un frein majeur à leur engagement: les lieux de mobilisation, comme Bruxelles, sont souvent éloignés des petites villes, ce qui complique l'accès aux actions. De plus, les jeunes sont en pleine construction personnelle, ce qui rend l'investissement militant plus difficile. Lara rappelle ainsi que chacun doit avancer à son propre rythme.

Elle défend un engagement adapté à chacun, où chaque action, aussi minime soit-elle, compte. «Engage-toi comme tu es.» Son objectif est de sensibiliser sans culpabiliser. Elle a compris, en participant aux manifestations, que parfois, «si tu n'as pas l'énergie, c'est ok.» À travers son engagement, elle montre que chacun peut agir à sa manière. Il n'existe pas de modèle unique pour militer, certains brandissent des pancartes, d'autres écrivent, peignent ou chantent.

«Soigner notre monde, pour que les gens se sentent mieux et qu'ils puissent lutter à leur tour»: dans ses engagements, Lara met en avant la nécessité de renouer avec la nature. Se reconnecter avec le vivant est pour elle une étape essentielle dans la lutte de l'environnement. «Nous faisons partie du vivant.» Prendre soin du monde, pour elle, c'est aussi prendre soin de soi et des autres. Tous les humains sont légitimes pour se battre pour cette planète à qui nous appartenons tous. Elle nous invite à tous venir soigner le monde ensemble et à faire des câlins.

Le regard des enfants

Pour Lara Franken, les jeunes enfants perçoivent plus instinctivement cette connexion profonde avec la terre, car ils n'ont pas encore été formatés par la société. Il est donc important d'intégrer les plus jeunes dans les discussions sur l'avenir, ce qu'elle fait notamment à travers une vidéo-reportage intitulée «Les 17 objectifs de la vie»¹.

Dans cette vidéo, elle échange avec sa jeune sœur Eline sur les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies, abordant des sujets comme les énergies fossiles qu'elles surnomme «énergies pas chouettes» ou encore le régime végétarien. La vidéo s'ouvre sur un dialogue spontané entre les deux sœurs. À un moment, Lara demande: «À partir de quel âge peut-on s'engager, notamment pour la cause climatique?» Eline lui répond alors avec son regard d'enfant: «À n'importe quel âge, mais les révolutions, c'est pour 18 ans. Non?» Après, cette question d'Eline, Lara prend la parole et elle nous rappelle que la révolution, c'est pour tout le monde et que nous devrions tous participer à cette évolution pour que vivre ne soit plus une question. Grâce à ce court-métrage, Lara remporte le prix du reportage vidéo dans la catégorie 19-25 ans du concours «Young Reporters for the Environment» organisé par GoodPlanet.

«J'utilise l'art pour m'exprimer, les émotions pour transformer les gens, parce que je sais que les émotions sont importantes.» Plus qu'une activiste, Lara Franken met ses talents artistiques au service de sa cause afin de sensibiliser le public. «Quand les chiffres ne nous parlent plus, il faut utiliser d'autres moyens», explique-t-elle. Selon elle, les données et les statistiques s'adressent principalement aux décideurs politiques, qui raisonnent avant tout en termes de profit. Il est donc essentiel d'explorer d'autres formes de communication pour toucher un public plus large.

Son objectif est de mieux maîtriser les arts afin de pouvoir les intégrer pleinement à son engagement militant. La musique, l'écriture

et les performances artistiques constituent, pour elle, des vecteurs d'émotions capables de susciter une prise de conscience. Danse, chant et mises en scène peuvent ainsi donner une autre dimension aux manifestations et marquer durablement les esprits.

Lara nous présente le futur projet qu'elle souhaite réaliser. Il s'agirait d'une création artistique mêlant musique et engagement écologique. En tant qu'artiste, elle prévoit d'écrire une chanson sur la cause climatique, accompagnée au piano et par d'autres instruments. Son objectif est d'interpréter cette

« Quand les chiffres ne nous parlent plus, il faut utiliser d'autres moyens. »

Lara Franken, «artiste»

œuvre avec des activistes francophones, anglophones et néerlandophones, afin de toucher un public plus large. Ce projet s'inscrit pleinement dans sa vision de l'activisme, qui allie l'art et la sensibilisation pour éveiller les consciences et célébrer l'amour du vivant.

Par son militantisme, Lara Franken cherche à ne pas reproduire l'injustice qu'elle a subie enfant. Elle rappelle que nous pouvons nous engager tels que nous sommes et qu'il faut oser «pour que notre avenir ne soit plus une question»: «Nous sommes la grenouille qui ne remarque pas que l'eau chauffe. Il est grand temps de se réveiller, de bondir collectivement hors de cette casserole. Parce que, bon, finir ébouillanté, c'est pas génial comme destinée.»

¹ www.youtube.com/watch?v=OgpQMqIBapE

Biographies



Élise Allaire

Personne curieuse et engagée de nature, c'est inévitablement que le journalisme s'est imposé à moi comme véritable vocation. Décrypter, garantir une information accessible au plus grand nombre, c'est tout cela qui anime ma plume. +32 471 65 60 57 | LinkedIn



Simon Cozza

Étudiant en journalisme, je suis passionné de sport. J'aspire à travailler dans ce domaine. À l'écrit ou à l'oral, pour moi, le journalisme, c'est transmettre des émotions sans oublier l'information.



Léah Goldenberg

Je suis une étudiante qui évite les routes toutes tracées. Après avoir parcouru des terres inconnues et des dossiers dans un bureau, j'ai embarqué dans le master en journalisme car j'adore comprendre comment fonctionne le monde. J'ai mon bagage et mon passeport, il ne manque plus que la destination. leah.goldenberg@ulb.be | 0493/19.84.67



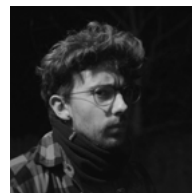
Sarah Gomet

Amatrice d'écriture, à la fin de mon bachelier en littérature, je me demande: « Et maintenant? ». Finalement, ma décision se porte sur le journalisme. Je laisse cette envie de tout découvrir (et de le partager) guider mes pas jusqu'à Bruxelles.



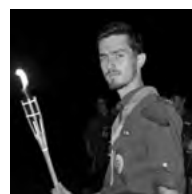
Clara Hillewaert

Je m'appelle Clara, j'ai 26 ans et un enfant et demi. J'aime: faire pousser mon Églantine, l'autre dans mon ventre, des fleurs tout autour, des gâteaux dans le four, des livres dans les étagères, des mots sur les feuilles et des rêves dans les têtes.



Lilo Joris

Mon nom c'est Lilo – sur les réseaux, on peut me retrouver sous @lilojoris. Je suis étudiant, entre l'ERG et l'ULB, et travaille beaucoup autour des mémoires et de leurs [ré]activations. Parfois, je suis aussi traducteur ou graphiste. J'aime la couleur jaune.



Jérôme Lampe

Au début, je ne savais pas quoi faire comme études. J'ai commencé par faire de l'histoire avant de me retrouver ici en journalisme. Mon rêve? Commenter en direct à la RTBF une victoire de Remco Evenepoel au classement général du Tour de France. Jeje.lampe@gmail.com | Insta: @jerome.lampe



Elisa Saliez

J'ai 21 ans. Je suis étudiante à l'ULB en master en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale à finalité didactique et à finalité écritures et littératures. Je m'intéresse à la cause climatique et c'est pour cette raison que j'ai décidé d'écrire sur cette lutte. Vous pouvez me contacter sur mon adresse mail saliezelisa@gmail.com.



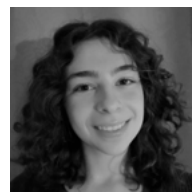
Amina Sidi Vekhlief

Passionnée de photographie depuis des années, je me suis spécialisée dans la couverture médiatique des mouvements sociaux, notamment des manifestations. Vous pouvez retrouver mon travail sur mon compte Instagram @le.s.d.y.



Sara Sulas

Italienne de souche, diplômée en médiation interculturelle et traduction, j'ai ensuite posé mes valises à Bruxelles pour poursuivre mon rêve: devenir journaliste et polyglotte. Je trouve la grandeur du monde dans les petits détails, et ma plume s'efforce d'être un pinceau qui capture le quotidien et ses protagonistes. iamsarasulas@gmail.com



Alexia Thibeau

Professeure de français encore à la recherche de son talent pour écrire. Bientôt 25 ans, et peut-être un premier roman? alexiathibeau@gmail.com

Publication réalisée par les étudiantes et étudiants de master 2 en journalisme et en langues et littératures française et romanes (finalité écriture) de l'ULB, au cours d'un atelier de « réalisations éditoriales » encadré par Céline Gautier et Gaël Turine.

Élise Allaire, Simon Cozza, Léah Goldenberg, Sarah Gomet, Clara Hillewaert, Lilo Joris, Jérôme Lampe, Elisa Saliez, Amina Sidi Yekhlef, Sara Sulas et Alexia Thibeu

Le graphisme de ce mook a été réalisé
par Sébastien Gairaud
www.sebastiengairaud.be

